

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDPR FRANCE HOLDING - PE Côte du Cerisat

25 quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Références : D2e 2026-417
Code AIOT : 0003012061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement EDPR FRANCE HOLDING - PE Côte du Cerisat implanté SAS SEPE de la côte du Cerisat 51300 Pringy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale 2026 "Mesures ERC"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDPR FRANCE HOLDING - PE Côte du Cerisat
- SAS SEPE de la côte du Cerisat 51300 Pringy
- Code AIOT : 0003012061
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Côte du Cerisat est composé de 15 aérogénérateurs de 149m bout de pôle et de 4 postes de livraison. Les aérogénérateurs se situent sur les territoires des communes de Coole et de Pringy dans la Marne (51).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 8-II	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater par sondage la conformité de l'installation en ce qui concerne les mesures ERC en place. Plus précisément, l'Inspection s'est intéressée à la plantation de haies compensatoires, aux suivis environnementaux et au dépôt légal des données sur le télé-service. Ce rapport ne propose pas de suites à la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 8-II
Thème(s) : Autre, Compensation des milieux naturels
Prescription contrôlée : [...] II- Mesures de compensation des milieux naturels Dans les 6 mois après la mise en service de son parc, l'exploitant transmet un rapport à l'inspection des installations classées comportant toutes les informations nécessaires sur les mesures de compensation proposées à savoir : <ul style="list-style-type: none">- un plan précis de leur implantation,- le détail des essences plantées,- les bénéfices écologiques attendus,- les mesures d'entretien prévues sur la durée de vie du parc,- une proposition du suivi de l'effectivité des mesures. [...]

Constats :

En 2019, des haies champêtres ont été plantées en remplacement des haies détruites au cours des travaux de construction du parc.

L'exploitant suit annuellement l'évolution des haies plantées. D'après les explications données au cours de la visite, ce suivi se poursuivra jusqu'en 2038.

Il a été présenté un rapport de suivi datant du 8 juillet 2025. L'Inspection n'a pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté ses suivis environnementaux de 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

Suite au suivi environnemental de 2021, un bridage en faveur des chiroptères a été mis en place à partir de l'année 2022. Depuis lors, celui-ci apparaît comme efficace d'après les conclusions présentées dans les suivis environnementaux.

Depuis le suivi environnemental de 2022, un bridage agricole en faveur de l'Avifaune a été mis en place (constat de mortalité touchant notamment les faucons crécerelles et milans noirs) du 1er juillet au 15 août 2023. Le suivi de 2023 conclut sur un "taux de mortalité significativement réduit" avec tout de même de la mortalité sur le milan noir.

Le suivi de 2024 décrit un bridage agricole étendu dans le temps (17 juin au 31 octobre 2024). L'ensemble des 15 éoliennes sont étudiées contre 10 sur le suivi de l'année précédente. Le bilan conclut sur une mortalité (notamment sur le faucon crécerelle) supérieure à 2023 mais "bien plus faible qu'en 2021 et 2022".

Le suivi de 2025 décrit un bridage agricole s'étendant de début juillet à fin septembre 2025. La mortalité recensée est semblable aux deux années précédentes.

Concernant le suivi de 2026, l'exploitant indique qu'un suivi spécifique va être initié afin de préciser davantage le lien entre les activités agricoles et l'activité des rapaces sur le site afin d'optimiser le bridage agricole en place. Le bridage agricole sera de début juillet à fin septembre 2026. Il est notamment prévu un suivi de l'activité au moyen d'un microphone sur E19, E24 et E28 du fait de leur proximité avec les boisements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

[...]

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté les attestations de dépôt des données concernant les suivis environnementaux de 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

Type de suites proposées : Sans suite